

L'Acceptabilité des projets de transition écologique

Si la transition écologique dispose d'une image positive auprès de l'opinion publique et devient un sujet déterminant des différentes échéances électorales, un nombre croissant de projets à vocation écologique font aujourd'hui l'objet de réticences, voire d'une opposition de plus en plus structurée. Ainsi de nombreux projets sont ralentis voire annulés, malgré leurs plus-values environnementale, sociétale ou économique pour le territoire.

Aux critères de faisabilité technique, de viabilité économique et de préservation de l'environnement, s'ajoute celui de l'acceptabilité sociale. De nombreuses disciplines scientifiques, médicales et sociales se penchent sur la question des résistances aux changements afin de comprendre ces contradictions entre souhaits et mise en œuvre.

Alors comment expliquer ce hiatus, étonnant mais aussi ancien qu'universel, entre les intentions et les pratiques ? Comment faciliter l'acceptabilité des projets et démarches de transformation écologique, y compris à l'échelle régionale dans le Grand Ouest ?

Définition :

L'acceptabilité sociale est la réussite ou non d'un projet à s'intégrer dans un environnement social, culturel et politique favorable.

Ce concept ne renvoie pas l'acceptabilité à tout prix, mais à la ré-interrogation des projets via l'intégration d'acteurs divers, afin de les rendre acceptables par eux.

I. Les français et l'écologie

Le GIEC, l'OPBES ou encore l'OMS, tous, rappellent à quel point il est urgent d'agir – pour le climat, la biodiversité, notre santé, les générations futures - et à quel point nous sommes en retard sur les objectifs fixés au travers de la COP 21 ou de l'Agenda 2030. Des lois et programmes sont élaborés en nombre pour avancer sur la bonne trajectoire, pourtant le chemin à parcourir pour atteindre ces objectifs est encore long et s'annonce complexe.

Aujourd'hui, les citoyens ont intégré cette urgence d'agir et sont de plus en plus sensibles aux enjeux de transition écologique. En France, l'expression "transition écologique" évoque "quelque chose de positif" pour une majorité de plus en plus large de Français - 77% d'entre eux en 2019 (soit 15 points de plus qu'en 2018)¹.

Cette question devient un sujet déterminant des différentes échéances électorales, puisque 85% des Français mettaient l'environnement au cœur des municipales de 2020.²

Mais au-delà de cette sensibilité, un grand nombre de citoyens se disent prêts à s'engager en faveur d'une transformation écologique et sociétale. Dans l'étude internationale « Il est temps » d'ARTE et

¹ Enquête Ifop pour No Com menée par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 8 juin 2020

² <https://www.latribune.fr/economie/france/85-des-francais-mettent-l-environnement-au-coeur-des-municipales-833110.html>



L'acceptabilité des projets de transition écologique

NHK World menée en 2020, 82% des répondants déclaraient qu'il fallait des mesures radicales pour sauver le climat, et 83% que les énergies renouvelables représentaient « la solution du futur ».

Toujours d'après l'étude IFOP, l'aspiration à "un autre modèle de transformation de la France que celui conduit actuellement" a été dopée par la crise du coronavirus : 86% le souhaitaient en juin 2020, contre 75% en décembre 2019.

II. De fortes oppositions

Malgré la montée en puissance de l'importance accordée à l'écologie au sein du grand public, un nombre croissant de projets font aujourd'hui l'objet d'une opposition de plus en plus organisée. En témoignent la colère provoquée par la taxe carbone et l'écotaxe poids lourds, ou encore la multiplication des recours déposés contre les projets éoliens.

De nombreux projets sont ainsi repoussés voire annulés, alors même qu'ils pourraient permettre une baisse des émissions de gaz à effet de serre ou des impacts néfastes sur les écosystèmes, créer des emplois locaux non délocalisables, etc. Parmi ceux-ci certains exemples sont emblématiques de cette inacceptabilité croissante :

- Le sujet de l'écofiscalité

Ces dernières années, différents politiques et institutionnels ont pu proposer des mesures fiscales visant à diminuer l'empreinte carbone des acteurs concernés. Ces mesures suscitent toujours de vives réactions et finissent souvent par être abandonnées. C'est ce qu'ont obtenu les bonnets rouges dans leur mobilisation contre les portiques sur les autoroutes pour appliquer une écotaxe aux poids lourds ; mais aussi les gilets jaunes face à la taxe carbone qui devait s'appliquer aux carburants. Ces mesures ont été jugées injustes socialement et économiquement, et leurs défenseurs n'ont pu faire valoir les éventuels gains écologiques qu'elles auraient pu permettre.

- La multiplication des moratoires sur les projets d'énergie renouvelable

Les énergies renouvelables sont dans la théorie plébiscitées par beaucoup, apportant une solution d'avenir pour décarboner notre production d'énergie, et donc nos activités et notre économie. Mais lorsqu'il s'agit d'implanter une unité de méthanisation ou un parc éolien, les oppositions sont quasiment systématiques. Que ce soit de la part d'associations structurées et spécialisées autour du sujet, comme Vent debout qui se positionne notamment contre l'éolien, ou de la part d'usagers et riverains de la zone d'implantation, les mobilisations demandant l'arrêt pur et simple de ce type de projets sont nombreuses.

- La place de la voiture en ville

La voiture individuelle prend une place non négligeable dans les villes (largeurs de route, espaces de stationnement, ...) et est à l'origine de pollutions atmosphériques. Pour améliorer le cadre de vie et l'air respiré par les usagers, les mesures de restrictions à l'encontre des voitures (piétonisation, circulation alternée lors des pics de pollution, établissement de zones à faible émission) sont de plus en plus nombreuses, en particulier dans les grandes villes. Si l'objectif est de donner plus d'espace aux mobilités douces et alternatives (transports en commun, vélo, piéton, ...), la voiture individuelle reste le moyen de déplacement majoritaire des français, rendant de telles mesures assez impopulaires. Des associations d'automobilistes se forment fréquemment pour s'opposer aux mesures de restriction de la voiture, et des pétitions voient également régulièrement le jour à ce sujet.

- Les lois à l'épreuve de l'acceptabilité sociétale : l'exemple de la loi EGALIM

La loi EGALIM (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) a été promulguée en 2018. Dans son texte, elle propose une expérimentation de 2 ans à destination des cantines scolaires, pour proposer un repas végétarien par semaine aux enfants. Cette mesure aux bénéfices environnementaux et économiques à



L'acceptabilité des projets de transition écologique

l'échelle locale a néanmoins suscité une forte opposition de la part des certains élus, mais aussi de groupements d'agriculteurs notamment ; remettant en question la possibilité de pérenniser cette expérimentation.

III. Des oppositions aux origines diverses

Que ce soit pour un projet d'aménagement ou une loi, les motivations fondamentales du projet sont souvent remises en cause : s'agit-il d'une installation ou d'une loi imaginée pour l'intérêt général ou est-ce pour des intérêts économiques ? Les décisions prises se font-elles en collusion avec des intérêts privés, quitte à se faire au détriment de la sécurité et du bien-être des citoyens ? Les justifications scientifiques et techniques semblent ici indispensables pour étayer les motivations du projet, de même que les qualifications et l'éthique des porteurs de projet vis-à-vis de l'enjeu écologique devront être démontrées.

Les arguments à l'encontre des grands projets d'infrastructures prennent leurs sources dans les impacts pluriels qu'elles peuvent entraîner :

- impact sur la santé et le confort des populations (bruit, ondes, odeurs, ...),
- perturbation de la flore, la faune et la biodiversité,
- altération des paysages naturels et patrimoniaux,
- impact sur l'attractivité du territoire et sur l'économie locale (tourisme et dépréciation des zones à proximité dans l'immobilier).

Il apparaît enfin que certains projets ne sont pas admissibles pour beaucoup, selon un certain nombre de critères qu'il convient d'identifier plus précisément.

Concernant les lois et les mesures de transition, leur acceptation semble diminuer dans un contexte de défiance envers les institutions et les contraintes budgétaires. Les problématiques environnementales endossent parfois l'ensemble des frustrations et du ressentiment issus des crises politiques, sociales, économiques et financières des dernières années.

Le profil de chaque individu affectera également sa propension à accepter ou non un projet, selon différents facteurs qui devront être pris en compte dans l'élaboration de la démarche :

- sa situation sociale et économique : revenu, catégorie socio-professionnelle, ...
- son implantation géographique : selon sa région (de fortes différences avaient pu être observées sur l'acceptation de la taxe carbone selon les régions d'implantation), mais aussi la typologie de son territoire (urbain ou rural) et le nombre d'habitants dans sa ville,
- son âge,
- ses convictions politiques et son système de valeurs,
- sa proximité ou son sentiment de vulnérabilité face aux aléas climatiques.

IV. De l'(in)acceptabilité à l'appropriation sociale

Il apparaît finalement que si les citoyens sont enclins à accepter la nécessité de la transition écologique, ils ne souhaitent pas porter seul le poids de ces mutations. Ainsi, d'après une étude de l'ADEME de 2018, les changements importants dans nos modes de vie peuvent être acceptables à condition qu'ils soient partagés de façon juste et équitable entre tous les membres de notre société, et cela pour 77%



L'acceptabilité des projets de transition écologique
des répondants³. Mais pour que cette répartition soit ressentie comme juste, il importe de prendre les décisions en concertation avec les acteurs concernés.

A noter également que les mesures visant à faciliter les choix vertueux semblent toujours mieux acceptées que les mesures coûteuses ou contraignantes.

Il faut ajouter à cela le manque de volonté politique et le court-termisme qui peuvent pousser les décideurs à envisager certains projets comme des coûts immédiats plutôt que d'appréhender le coût global de l'inaction pour la société. Le lobbying et les conservatismes ne sont pas en reste, aussi il serait inexact de mettre toute la faute sur le compte des oppositions citoyennes. Néanmoins, ces comportements constituent un réel frein à l'atteinte des objectifs de transition écologique européens, français mais aussi régionaux.

Pour surmonter ces contestations, faciliter l'acceptabilité des projets et ainsi accélérer les nécessaires transformations écologiques, un dialogue réciproque entre le monde politique, les experts et la société civile est nécessaire. Il invite à dépasser les résistances liées à des questions de légitimité environnementale ou d'opportunité (« qu'est-ce que j'ai à y gagner ? »), ainsi qu'au phénomène NIMBY (« quel impact personnel ? »).

Mais alors comment vulgariser et faciliter la compréhension des projets de transformation écologique ? Comment instaurer un dialogue éclairé avec les parties intéressées ? Comment passer de l'opposition à l'adhésion, et enrichir le projet avec la pluralité des « points de vue » ? Sur quels leviers peut-on agir pour faciliter cette acceptation (psychologiques ? neuropsychologiques ? sociologiques ?).

En bref, quels sont les leviers pour favoriser les conditions d'acceptabilité des politiques environnementales dans le Grand Ouest pour favoriser la transition écologique ?

³ ADEME, « Les représentations sociales du changement climatique », GLS-OpinionWay, Daniel Boy (2018)